DÉLIBÉRATION N°2025-99

Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 3 avril 2025 portant approbation des règles d'allocation de capacités journalières et de long terme sur la frontière suisse

Participaient à la séance : Emmanuelle WARGON, présidente, Anthony CELLIER, Ivan FAUCHEUX, Valérie PLAGNOL et Lova RINEL, commissaires.

1. Contexte, compétence et saisine de la CRE

1.1. Rappel du contexte

La Suisse ne fait pas partie du marché intérieur de l'énergie de l'Union Européenne (ci-après « UE ») et n'est donc pas incluse dans le couplage journalier et intrajournalier. Les règles d'allocation aux frontières suisses pour l'échéance long terme et l'échéance journalière sont néanmoins alignées sur certaines dispositions des règles d'allocation de long terme du marché intérieur de l'énergie européen.

Les règles d'allocation suisses sont ainsi directement inspirées des Règles d'Allocation Harmonisées (Harmonised Allocation Rules, ci-après « HAR ») prises sur le fondement du règlement UE 2016/1719 de la Commission du 26 septembre 2016 (règlement Forward Capacity Allocation, ci-après le « règlement FCA ») régissant l'allocation de droits de long terme aux frontières internes de l'UE.

L'ACER, par sa décision n°18/2023 du 22 décembre 2023¹, a apporté des modifications aux HAR applicables aux frontières intégrées au marché intérieur de l'énergie de l'UE. Par conséquent, les GRT des frontières suisses ont décidé, par souci de cohérence, de faire évoluer les règles d'allocation de long terme et journalière à ces frontières, objet de la présente délibération.

1.2. Compétence et saisine de la CRE

En application des dispositions de l'article 30 du cahier des charges type de concession du réseau public de transport d'électricité tel qu'approuvé par le décret n°2006-1731 du 23 décembre 2006, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) est compétente pour approuver les règles de calcul et d'allocation des capacités d'échange d'électricité aux frontières.

Par courrier reçu le 7 novembre 2024, la société Réseau de transport d'électricité (RTE) a saisi la CRE, pour approbation, d'une proposition de modification :

- des règles d'allocation des capacités de long terme aux frontières suisses ;
- des règles d'allocation des capacités journalières aux frontières suisses.

Les deux jeux de règles ont fait l'objet de consultations publiques organisées par la plateforme d'allocation unique JAO (*Joint Allocation Office*) pour le compte des GRT présents aux frontières suisses (Amprion, APG, RTE, Swissgrid, Terna et TransnetBW), du 27 juin 2024 au 29 juillet 2024.

Les deux jeux de règles concernent toutes les frontières suisses (Allemagne, Autriche, France, Italie). L'approbation de la CRE ne porte que sur la frontière France-Suisse, pour laquelle elle est compétente.

¹ [Décision de l'ACER n°18/2023 du 22 décembre 2023 portant sur la proposition des gestionnaires de réseau de transport d'amender les HAR pour les droits de transport de long terme](#)

2. Proposition des GRT et analyse des régulateurs

2.1. Modifications introduites par les GRT

Les évolutions des HAR qui doivent être transcrites dans les règles appliquées aux frontières suisses concernent des modifications de termes ou des dispositions administratives. Ces modifications n'ont pas d'effet sur les mécanismes d'allocation de capacité aux échéances de long terme et journalière.

Les modifications proposées par les GRT consistent en :

- (i) l'ajout des définitions « unité de temps du marché » et « frontière de zone de dépôt des offres orientée » et les adaptations de texte associées ;
- (ii) des ajustements concernant la facturation ;
- (iii) des ajustements concernant les établissements bancaires et financiers pour les paiements de JAO aux acteurs de marché (localisation de ces établissements et respect de la Directive européenne 2015/849²) ;
- (iv) des nouveaux cas de résiliation de l'accord de participation par JAO (après trois incidents de paiement au cours d'une année, ou en cas d'inactivité sur JAO pendant plus de 15 mois) ;
- (v) un ajustement concernant la procédure de suspension de l'accord de participation si un acteur est soumis à des sanctions économiques et commerciales qui peuvent avoir un impact significatif sur JAO.

2.2. Analyse de la CRE

Ces évolutions assurent la cohérence des règles d'allocation entre toutes les frontières françaises, qu'elles concernent des Etats membres de l'UE ou la Suisse.

Trois réponses ont été reçues lors de la consultation publique, concernant des questions notamment sur des changements typographiques et appelant à adapter les règles aux évolutions à venir concernant les pas de temps des produits offerts par les Bourses. Les changements typographiques proposés par les GRT visent à harmoniser les règles aux frontières suisses avec les HAR, et les évolutions proposées permettent bien d'adapter les règles aux évolutions des pas de temps des produits commercialisés sur les Bourses.

Un acteur propose une modification des règles de compensation en cas de réduction des droits de long terme, non retenue par les GRT dans la version des règles soumises pour approbation. Cet acteur propose de rémunérer les droits de long terme réduits non pas au prix marginal de l'enchère initiale (100% ou 110% du prix de l'enchère à la frontière France-Suisse actuellement), mais au prix marginal de l'enchère journalière ou une moyenne pondérée entre le prix marginal de l'enchère journalière et le prix marginal de l'enchère initiale. La CRE considère que la méthode actuelle de compensation des droits de long terme réduits applicable en vertu des règles en vigueur est préférable car elle permet aux acteurs d'anticiper le niveau de compensation en cas de réduction des droits et garantit l'adéquation entre les recettes perçues par les GRT lors de la vente des capacités d'interconnexion à court terme et long terme et les versements des GRT aux détenteurs de droits de long terme.

La CRE accueille favorablement les modifications proposées par les GRT relatives aux règles d'allocation des capacités aux frontières suisses. Aucune modification n'a été demandée par les régulateurs concernés (ARERA, BnetZA, E-Control, ECom). Les deux méthodologies peuvent en conséquence être approuvées.

² Directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme

Approbation de la CRE

En application des dispositions de l'article 30 du cahier des charges type de concession du réseau public de transport d'électricité tel qu'approuvé par le décret n°2006-1731 du 23 décembre 2006, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) est compétente pour approuver les règles de calcul et d'allocation des capacités d'échange d'électricité aux frontières.

RTE a saisi la CRE le 26 octobre 2022, pour approbation :

- des règles d'allocation des capacités de long terme aux frontières suisses ; et
- des règles d'allocation des capacités journalières aux frontières suisses.

Les modifications apportées visent principalement à refléter, par souci de cohérence, les évolutions administratives des règles d'allocation harmonisées (HAR) telles que définies dans le règlement UE 2016/1719 de la Commission du 26 septembre 2016 établissant une ligne directrice relative à l'allocation de capacité à terme.

La CRE considère que les évolutions proposées par RTE sont justifiées et pertinentes. En conséquence, la CRE approuve les règles d'allocation des capacités de long terme et les règles d'allocation journalières applicables à la frontière France-Suisse, qui entreront en vigueur à la date décidée par les GRT des frontières suisses.

RTE publiera ces règles sur son site Internet.

La présente délibération sera publiée sur le site Internet de la CRE et notifiée à RTE. Elle sera transmise au ministre chargé de l'énergie et à l'autorité de régulation de la Suisse (la Commission Fédérale de l'Electricité – ECom).

Délibéré à Paris, le 3 avril 2025.

Pour la Commission de régulation de l'énergie,

La présidente,

Emmanuelle WARGON

Annexe

Les règles d'allocation des capacités journalières et de long terme aux frontières suisses sont annexées à la présente délibération en version originale (langue anglaise) et en version française.